

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 61 | 18 mars 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- Les lycéens ont relevé le défi, les travailleurs regroupent leur force, une nouvelle étape de la mobilisation se prépare
- Le Non de la lutte et la lutte pour le Non, Une même politique pour les travailleurs
- Chávez refait le monde avec Chirac
- A l'occasion du 8 Mars : retour sur l'analyse marxiste de l'oppression et de l'émancipation des femmes, partie intégrante de l'émancipation de tous les opprimés

Les lycéens ont relevé le défi, les travailleurs regroupent leur force, une nouvelle étape de la mobilisation se prépare

Une semaine après être descendus à 165 000 dans la rue, les jeunes ont à nouveau relevé le défi le 15 mars. 50 000 selon les forces de police, 100 000 selon les syndicats, les lycéens ont manifesté en nombre, alors même que certains enterraient déjà le mouvement.

« Ils ont défié Fillon et les casseurs », écrivait le lendemain un journaliste du *Monde*, les jeunes sont revenus malgré tout ». Face à Fillon, affirmant « dans la démocratie, le pouvoir n'est pas dans la rue mais la décision revient au Parlement », la jeunesse est revenue dire non : non à Fillon, non à une société d'injustice et non au Parlement qui avait voté la loi le 2 mars. Quels que soient les développements à venir du mouvement, les jeunes lui ont fait franchir une étape : en ne s'arrêtant pas face au Parlement une fois la loi votée, ils ont dépassé l'obstacle contre lequel avait buté le mouvement en 2003. Avoir réussi à surmonter les obstacles pour contester le Parlement est en soi un succès politique, quelle que soit l'issue immédiate.

Et si mardi 15 mars, le nombre de jeunes dans la rue avait diminué, le mouvement n'en est pas moins profond. A un journaliste qui discutait du nombre, une jeune manifestante répondait « Oui, mais moi je suis là », résumant probablement le sentiment de bien des jeunes découvrant, depuis quelques semaines, le combat politique, l'action, par eux-mêmes. A travers ce mouvement, une nouvelle génération s'éveille à la lutte, cherchant au fur et à mesure à résoudre les problèmes auxquels le mouvement est confronté.

S'organiser pour le combat et pour gagner la fraction de la jeunesse en dérive

Sur Paris, les jeunes ont aussi tenu bon face à ceux que la presse a appelé les « casseurs », pour la plupart des jeunes eux-mêmes venus des lycées, une fraction désorientée de la jeunesse. Leur irruption dans les manifestations a révélé le manque d'organisation du mouvement, ses difficultés, mettant les

jeunes devant la nécessité de s'organiser eux-mêmes, démocratiquement, non seulement pour faire leur police face à la violence, organiser leur propre service d'ordre, mais pour décider de leur politique, se coordonner.

Mardi, les jeunes se sont donné les moyens de protéger leur cortège, avec l'aide de militants syndicaux et une lourde présence policière qui, après avoir, en particulier lors de la manifestation du 8, laissé faire, s'affichait. Mais au-delà de la protection et du service d'ordre, les jeunes, comme l'ensemble du mouvement ouvrier, sont confrontés à la question de quelle politique pour répondre à cette partie de la jeunesse en dérive, pour non seulement s'en faire respecter, protéger ses manifestations, se donner les moyens de lui résister mais aussi pour la gagner, pour offrir un tout autre débouché à sa révolte et à son rejet de cette société qui la rejette.

Les organisations ouvrières n'ont pas su, pas pu, apporter de réponse au désarroi de cette partie de la jeunesse. L'ensemble des militants est aujourd'hui confronté à cette nécessité, au moment où la classe ouvrière est en train de vérifier qu'elle peut exercer sa pression, au moment où la jonction est en train de se refaire entre public et privé, où le monde du travail retrouve son unité et où les lycéens ont affirmé leur solidarité avec les salariés en participant aux manifestations du 10 mars.

Les travailleurs regroupent leurs forces, le gouvernement provoque, les directions syndicales « négocient »

La journée du 10 mars avec un million de manifestants en grève dans 150 villes, dont une forte proportion de salariés du privé, a marqué une nouvelle étape. Le mouvement, quels que soient ses rythmes, s'étend et s'approfondit.

L'unité du public et du privé est aujourd'hui possible autour de la revendication sur les salaires, principale question sociale. Dans les cortèges, certaines banderoles d'entreprises en lutte chiffraient la revendication : « *150 euros pour tous dans le commerce* », « *pas de salaires en dessous de 1400 euros* »... avec la conviction que seul, un mouvement d'ensemble peut imposer un autre partage des richesses, que le problème des salaires ne se résoudra pas entreprise par entreprise.

Le gouvernement, après une soirée de silence, a répondu en tentant de diviser et en provoquant. Se partageant les rôles, Raffarin a évoqué un « *coup de pouce* » pour les salaires des fonctionnaires « *en échange d'une modernisation profonde de l'Etat* », c'est-à-dire de nouveaux dégraissages. Refusant de rien chiffrer, il a convoqué les syndicats qui se sont empressés de répondre. Le Duigou, pour la CGT, s'est réjoui du « *net recul* » du gouvernement et de l'annonce de « *la reprise de discussions* »... Breton, le nouveau ministre de l'Economie, a annoncé pour le privé « *une prime d'intéressement exceptionnelle* » pour 2005 de « *200 euros maximum* »... déductible de l'impôt sur les sociétés : pas question de faire payer les patrons sur les profits, ce seront les contribuables qui paieront. Et il a invité « *les organisations syndicales à discuter avec les entreprises pour mettre en œuvre ce dispositif le plus rapidement possible* ».

Thibault a eu beau déclarer le week-end dernier : « *Il est évident que [...] les syndicats ont la capacité d'installer une mobilisation durable et d'envisager d'autres initiatives si nous n'obtenons pas, dans les jours prochains, de réponses appropriées* », le silence des organisations syndicales est assourdissant.

Au lieu de donner un objectif visant à renforcer l'unité entre le public et le privé en posant une revendication commune à l'ensemble des salariés, la revalorisation des salaires, ils donnent prise aux manœuvres de division du gouvernement et du patronat.

Seule la pression des militants et des travailleurs pourra les contraindre à prendre de nouvelles initiatives pour répondre aux attentes et aux espoirs qu'a fait naître la démonstration de force que constitue la journée du 10 mars.

Préparer les prochaines étapes vers un mouvement d'ensemble

Dans les entreprises, les syndicats, les équipes militantes qui se sont constituées, le débat se mène sur les suites du mouvement, avec une confiance retrouvée dans la lutte collective, dans notre capacité à exercer notre pression, et en mesurant le décalage entre la situation créée par la mobilisation et l'absence de perspectives des directions syndicales qui maintiennent le mouvement prisonnier des « *négociations* » du gouvernement.

La bourgeoisie et le gouvernement font l'opinion en profitant du manque de perspective des
débat militant | N° 61 | 18 mars 2005 | 2

organisations ouvrières qui s'adaptent. En même temps, un mouvement profond est en cours à travers lequel des militants, des fractions de la classe ouvrière, sont en train de rompre avec la politique du diagnostic partagé, cherchant à tisser des liens pour agir, contrebalancer le recul du mouvement ouvrier et préparer la suite.

Des clarifications sont en cours, et la campagne pour le traité constitutionnel aide à cette nouvelle lucidité, révélant les duplicités, les opportunismes. Quels que soient les rythmes du mouvement, les transformations en cours, dans les consciences et dans la classe ouvrière, sont profondes. L'heure est à la mise en commun, aux débats, aux initiatives pour faire la jonction entre le public-privé sur la question des salaires, entre le mouvement social et la jeunesse, et préparer la prochaine étape de la lutte.

La lutte politique et la lutte sociale ont un même rendez-vous pour faire céder le gouvernement et le patronat.

Carole Lucas



Le Non de la lutte et la lutte pour le Non, Une même politique pour les travailleurs

La question de l'Europe et du référendum met les démagogues du petit monde parlementaire dans des postures pour le moins instables dont les dramatisations grandiloquentes soulignent le ridicule.

N'a-t-on pas vu ces derniers jours, la droite courir au secours de Hollande et du PS devant les vérités rappelées par Emmanuelli. Certes, on peut s'étonner de voir le député des Landes agresser ainsi son propre parti en répondant à son ami et partisan du non comme lui, Alain Vidalies, qui lui reprochait d'avoir « *franchi une ligne infranchissable* » en passant outre au vote majoritaire : « *Il n'y a pas de ligne infranchissable (...) Il y a eu une majorité socialiste pour envoyer le contingent en Algérie, ce n'est pas pour autant que cela a été une bonne chose. Il y a eu une majorité pour voter les pleins pouvoirs à Laval, ceux qui ont résisté sont passés à la postérité. Ceux qui ont approuvé ont été couverts d'opprobre. La ligne infranchissable dépend des moments et des causes.* » Le propos était ferme, mais, si l'on remplace Laval par le maréchal Pétain, les faits sont indiscutables.

L'indignation que suscitent ces propos ne mériterait guère que l'on s'y attarde si ce n'est que le psychodrame qui agite aujourd'hui l'ex-gauche plurielle est révélateur de son cynisme.

Les boules de neige de Guéret destinées au premier secrétaire du Parti socialiste ont attisé les rivalités au sein du PS. Fabius, tout en regrettant certes l'incident, a parlé à propos de Hollande du « *mélange des rôles avec Chirac* ». L'ancien partisan du vote Chirac essaie aujourd'hui de se refaire une image opposée à la cohabitation. Henri Weber d'insister : « *la confusion, le gommage du clivage droite gauche est réel* ». C'est indiscutable. Comme le dit Cohn Bendit avec son élégance habituelle : « *le oui n'a pas d'odeur* »... Et la politique de la droite et de la gauche sert, quant au fond, les mêmes intérêts. Eux-mêmes le disent ! Ce n'est pas très nouveau d'ailleurs. En 92, Fabius comme Emmanuelli défendaient le « oui » à Maastricht.

Puis, effet boule de neige oblige... s'est ouvert un débat sur les menaces de « *schisme* », selon Julien Dray, au sein de la gauche. Hollande et ses proches se sont inquiété des divisions fratricides, brandissant on ne sait trop quelles menaces contre ceux qui feraient « *tréteaux communs avec des formations qui jettent des boules de neige.* »

Tous se sont empressés de rassurer le premier secrétaire, bien convaincus que la gauche du non et la gauche du oui n'auront guère de mal à se rabibocher demain pour aller au pouvoir. Fabius parle de « *notre ambition d'une Europe puissante et solidaire [...] l'oubliée de l'Europe présente, qui risque de dériver de plus en plus vers un grand marché ouvert à tous les vents et politiquement dilué.* » Strauss Kahn pourrait signer. Quant à Pierre Moscovici, partisan du oui, il précise : « *c'est surtout sur l'Europe sociale que le PS doit insister.* »

On le voit, au sein du PS, le fossé du oui et du non n'est, quant au fond, pas bien grand.

Marie-Georges Buffet précise dans une interview donnée au *Monde*, qu'il n'y a là qu'une de « *nos*

différences » autour desquelles s'organise le débat sur l'alternance ou l'alternative entre partis de gouvernement « *pour créer un rassemblement majoritaire à gauche.* » Et c'est bien parce que nous nous retrouvons au coude à coude dans les luttes comme dans la campagne pour le Non avec les militants du PC que nous nous devons de leur dire ce que nous pensons, en toute démocratie. Tirer les leçons des échecs passés, c'est rompre avec la politique qui en est responsable.

La polémique sur la directive Bolkestein a fourni de nouveaux épisodes à la comédie que les partis institutionnels jouent pour essayer de se gagner les sympathies de futurs électeurs de... 2007. Le chef des partisans du oui s'indigne - « *inacceptable* » - pour ne pas laisser le terrain à ses opposants du oui comme du non. Les uns comme les autres sont de fieffés hypocrites puisque cette circulaire, certes scandaleuse, avait été adoptée avec l'aval tant de la droite que de la gauche. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique que droite et gauche ont menée ensemble ou séparément pour étendre la concurrence aux services publics.

Comme le note avec toute la pertinence dont il est capable Emmanuelli, il est « *difficile de s'opposer à cette directive en disant oui à la constitution* ». Ce fin observateur a dû sûrement aussi remarquer qu'il était tout aussi difficile de s'opposer à cette directive après avoir dit oui à Lisbonne...

Ceci dit, tant mieux que tous s'accordent à dénoncer leur propre politique même si ce n'est que le temps d'un référendum !

Les travailleurs les mettront tous d'accord en votant non, sans être dupes, pour dire non à la politique des gouvernements de droite ou de gauche qui ont construit l'Europe de la finance.

Ce sera aussi une façon d'affirmer leur indépendance à l'égard de ceux qui, au sein même des syndicats ouvriers, ce font les relais de la politique de la classe capitaliste à l'image de François Chérèque, actif défenseur du « oui ». « *On aura des outils*, a-t-il dit, *pour pouvoir défendre l'Europe sociale, pour défendre notre modèle, pour pouvoir négocier, faire avancer les choses* ». Pour rajouter : « *ce qui est libéral en Europe, ce n'est pas le traité, ce sont les politiques* ». La simple question de savoir si le traité ne serait pas la conséquence des politiques ne semble pas lui être venue à l'esprit !

Le référendum sera l'occasion pour les travailleurs de montrer leur rupture avec tous les tenants de l'Europe capitaliste. Il vient en complément des mobilisations offrir l'occasion de dire non à toutes les politiques libérales, quel que soit le gouvernement et quelles que soient les contorsions des uns ou des autres pour se refaire une image crédible.

Il y a quelques raisons de penser qu'il n'est pas impossible qu'avec le référendum Chirac ait fait un nouveau coup du genre de la dissolution de 1997. Pour avoir voulu garder la main, reconstruire l'unité de la droite et de la gauche derrière lui, il pourrait bien avoir un 5 mai à l'envers.

Là est, en tout cas, l'intérêt des classes populaires.

Certes, le Non au référendum ne permettra pas d'enrayer la politique dictée par le patronat et les financiers au gouvernement, à l'Etat. Le rapport de forces se construit dans les mobilisations et le bulletin de vote ne saurait les remplacer. Il peut cependant affaiblir l'adversaire, permettre de lui porter un coup sur le plan politique. Les mobilisations se nourrissent de politique et nourrissent la politique.

Le baron Seillière accusait le gouvernement de laxisme par peur de perdre le référendum. Il est vrai que Raffarin en faisant quelques petits gestes en direction des salariés entend non seulement tenter de désamorcer la montée des luttes mais aussi la montée du Non qui l'accompagne.

Il cherche à calmer le mécontentement qui ne dédaigne aucun terrain pour s'exprimer.

Une victoire du Non accentuerait la crise politique latente, elle affaiblirait non seulement le gouvernement mais la gauche libérale. Elle serait l'expression d'une rupture croissante de l'opinion populaire avec le social-libéralisme qui est le principal facteur de stabilité du pays, en particulier depuis le vote Chirac.

Les mobilisations de ces dernières semaines, résurgence du printemps 2003, expriment cet affranchissement et contribuent à le renforcer. C'est ce qui explique aussi les progrès du Non dont la victoire serait un accélérateur des évolutions en cours. A condition du moins que l'extrême-gauche ne se laisse pas étouffer par le Non de la gauche sociale-libérale, la gauche de gouvernement, ou ne reste pas dans un attentisme prudent voire un abstentionnisme passif.

Dans les urnes, tous les Non se ressembleront mais ce que nous dirons dans la campagne est essentiel pour préparer la suite. C'est pourquoi nous ne menons pas campagne simplement pour que le Non gagne, laissant croire que tous les Non se ressemblent. Nous menons campagne pour aider au mûrissement des consciences au sein du monde du travail, prendre argument de la crise qui divise la gauche pour révéler ambiguïtés et duplicité des uns et des autres, pour armer les travailleurs afin d'aider

au regroupement de tous ceux qui savent qu'ils ne pourront compter que sur leurs propres forces pour imposer la satisfaction de leurs revendications. Et cela, quel que soit le gouvernement en place.

Faire campagne pour le Non, voter Non, c'est rejeter la droite, désavouer la gauche libérale.

C'est soutenir et encourager les luttes pour affirmer la perspective d'une Europe des travailleurs et des peuples.

Yvan Lemaitre



Chávez refait le monde avec Chirac

Le président de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez, a achevé une tournée diplomatique mondiale de neuf jours le 9 mars dernier à Paris. À cette occasion, un « meeting » était prévu à la maison de la Radio avec celui qui a volé la vedette à Lula lors du dernier Forum social mondial de Porto Alegre. Hugo Chávez s'est décommandé. Il a préféré se rendre à l'Élysée et négocier avec Total.

C'est bien connu : le temps, c'est de l'argent ! Et Chávez a mis à profit son escale parisienne de vingt-quatre heures : « *Total va passer de 200 000 à 400 000 barils de pétrole par jour, il va doubler [sa production], avec un investissement de plusieurs milliards de dollars* », a-t-il triomphé, sur le perron de l'Élysée après un entretien de plus d'une heure avec Jacques Chirac. Le Venezuela est le cinquième exportateur mondial de pétrole. La France est le deuxième investisseur du pays. L'intérêt de Chávez et de Chirac était de s'entendre...

Et plutôt que de donner de la voix contre l'administration Bush à la maison de la Radio, le président vénézuélien s'est employé à redonner du souffle à un partenariat avec la France lui permettant de desserrer un peu l'étau états-unien qui l'enserme. Le Venezuela est le deuxième fournisseur de pétrole des États-Unis avec la dépendance économique qui en découle — le Venezuela y vend 85 % de sa production, soit 15 % de l'approvisionnement des États-Unis. Et la pression de l'impérialisme US contre le pouvoir en place à Caracas s'accroît dangereusement depuis quelques mois : les accords signés à Paris, comme les contrats passés avec la Russie, assurent Chávez de soutiens de poids au moment où il accuse Washington de vouloir attenter à sa vie.

D'aucuns voient dans la volte-face du président vénézuélien à Paris un signe des contradictions et des tensions qui traversent l'administration vénézuélienne. On retrouve sous une forme à peine différente l'idée émise lors de l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs au Brésil, évoquant « *les deux âmes du gouvernement Lula* ». D'un côté, expliquait-on, se trouvait la bourgeoisie, de l'autre la classe ouvrière : les intérêts des uns et des autres s'entrechoquaient, entrant en conflit.

Selon ce point de vue, il fallait peser pour faire pencher la balance du bon côté, y compris jusqu'à participer au gouvernement où siégeaient les représentants patentés du FMI et de la Banque mondiale. L'expérience a confirmé l'inconsistance de ce raisonnement ; pire, elle en a révélé tout le danger pour les travailleurs brésiliens, désorientés et sans organisation à même de les défendre face aux remises en cause tous azimuts de leurs acquis, à commencer par leur retraite.

Si une contradiction existait bel et bien au Brésil, elle ne traversait pas le gouvernement dont les intentions ne faisaient aucun doute avant même sa constitution. La contradiction se situait entre les aspirations de ceux qui ont porté Lula au pouvoir et la politique anti-sociale d'ajustement structurel commandée par le FMI et la Banque mondiale que le gouvernement du PT et de ses alliés défendaient. Le triomphe de Lula ne symbolisait pas la revanche de Porto Alegre sur Davos ; il témoignait, au contraire, de la conversion au social-libéralisme à laquelle n'échappe aucune des familles réformistes, et qui gangrène la « gauche de gauche » ou labellisée comme telle. Lula et le PT ont réussi, pour un temps, à canaliser le mécontentement populaire.

S'illusionner sur l'anticapitalisme de Chávez est porteur du même danger. Chávez n'est pas un Lula conséquent, allant là où le premier refuserait d'aller. Certes, à Porto Alegre, le président de la République bolivarienne du Venezuela cite Trotsky devant 15 000 personnes. C'est vrai, il se fait le chantre d'une « révolution bolivarienne » qu'il entend exporter — « *Il faut inventer le socialisme du XXI^e siècle* » dit-il. Oui, il a radicalisé son discours pour gagner l'adhésion des masses.

« *Nier leurs droits aux peuples est le chemin de la barbarie*, a martelé Chávez devant un auditoire enthousiaste à Porto Alegre. *Le capitalisme, c'est la barbarie. J'en suis un peu plus convaincu chaque jour [...]. Beaucoup d'intellectuels disent qu'il faut transcender le capitalisme, mais j'ajoute qu'on ne peut le transcender dans le cadre du capitalisme, non. Il faut le transcender par la voie du socialisme [...], le véritable socialisme.* »

Mais quelle politique mène-t-il concrètement depuis sa victoire à l'élection présidentielle en 1998 et sa réélection en 2000 ? A-t-il nationalisé le complexe pétrolier qui s'assure de juteux profits quand les masses vivent dans la misère ? Il n'en défend pas la nécessité. A-t-il exproprié les grands propriétaires terriens qui exploitent et affament le prolétariat des villes et des campagnes ? Il refuse de remettre en cause la propriété privée. A-t-il simplement redistribué les nombreuses terres que l'État possède pour alléger le fardeau qui pèse sur des millions de familles ? Il réduit la réforme agraire à la portion congrue en redistribuant des terres, pour l'heure, à 100 000 familles.

À Porto Alegre, Chávez était, cette année, invité officiellement par le Mouvement des Sans Terre du Brésil. Quel paradoxe ! Moins de 5 % des propriétaires terriens du Venezuela possèdent près de 80 % du total des biens fonciers, tandis que 75 % des petits exploitants n'en possédaient que 6 % ; et la situation ne sort pas transformée après sept années de présidence Chávez. Sa politique ne tranche nullement de celle de son « *ami* » Lula ; et pour cause, au Venezuela comme au Brésil, à l'heure de la mondialisation, les contraintes de la course effrénée aux profits imposent leurs diktats aux rapports de production dominés par le capitalisme. La différence, si différence il y a entre les deux pays, tient à la rente pétrolière qui assure à l'équipe Chávez de conséquents revenus pour financer une politique sociale quand le gouvernement Lula est, lui, étranglé par une dette colossale. Dans un cas comme dans l'autre, il existe une alternative : le socialisme. Mais encore faut-il s'en remettre à l'intervention de la classe ouvrière. Et Chávez comme Lula se rejoignent pour en rejeter la perspective.

« *La révolution dans la révolution* » avancée par le dirigeant vénézuélien reprend l'antienne réformiste d'une révolution sans rupture révolutionnaire, tenant pour accessoire ce qui marque le point de départ de toute orientation visant la fin de toute exploitation et de toute oppression : l'expropriation de la bourgeoisie et la destruction de l'État qui lui assure sa domination de classe sur la majorité de la population. Chávez a peut-être lu *La révolution permanente* de Trotsky mais il cherche à opérer un changement que Trotsky estimait impossible il y a déjà 70 ans. Il n'y a pas d'entre-deux. La lutte contre le capitalisme appelle des moyens révolutionnaires, sans quoi le but revendiqué — le socialisme — n'est rien.

C'est la leçon d'un siècle d'échecs du réformisme. Et c'est une leçon que les révolutionnaires devraient méditer au moment où leurs responsabilités se trouvent décuplées avec l'effacement des organisations qui encadraient le mouvement ouvrier. La région regorge d'exemples, de Cuba au Nicaragua.

Rechercher systématiquement des secteurs de la bourgeoisie sur lesquels s'appuyer plutôt que de miser sur la lutte indépendante des ouvriers, des paysans et des pauvres, est le plus sûr moyen de remettre en selle des solutions qui n'en sont pas, sinon pour la bourgeoisie trop heureuse de voir la combativité des masses détournée de la lutte pour le pouvoir. Gagner le prolétariat et les paysans pauvres ou sans terre qui, incontestablement, appuient Chávez aujourd'hui, au projet d'une organisation des travailleurs entièrement indépendante de la bourgeoisie et ne défendant que ses intérêts propres est évidemment une autre histoire. Mais il n'y a pas d'autre voie pour que le mouvement populaire dont Chavez a su saisir et utiliser les contradictions et les faiblesses puisse mener sa propre politique, non seulement contre les vieilles classes réactionnaires mais aussi en toute indépendance de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie nationaliste.

En Amérique latine et ailleurs, l'histoire a apporté de cruels démentis à ceux qui ont été aveuglés par des expériences comparables à celles du Brésil ou du Venezuela pour qu'il ne soit pas permis de renouer, à nouveau, avec les mêmes illusions. La lucidité est complémentaire du soutien au peuple du Venezuela contre les classes réactionnaires et l'impérialisme.

Serge Godard



A l'occasion du 8 Mars : retour sur l'analyse marxiste de l'oppression et de l'émancipation des femmes, partie intégrante de l'émancipation de tous les opprimés

« La ou le socialiste qui n'est pas féministe manque de largeur de vues. La ou le féministe qui n'est pas socialiste manque de stratégie. Au socialiste à l'esprit étroit qui dit : 'Le socialisme est un mouvement de la classe ouvrière pour sa liberté, et nous n'avons rien à faire avec les femmes en tant que telles', la féministe perspicace répond : 'Le mouvement socialiste est le seul moyen dont dispose la femme, en tant que femme, pour obtenir sa véritable émancipation' ».

Louise W. Kneeland, *New Review* (PSA américain), août 1914

Le mouvement féministe apparaît aujourd'hui divisé, avec d'un côté, les féministes « traditionnelles », rattachées aux courants du féminisme dit radical et tolérantes pour certaines à l'égard du port du voile, et de l'autre, Ni Putes Ni Soumises, reflet de l'émergence d'un féminisme dans les quartiers défavorisés, défendant la mixité et la solidarité avec les femmes d'origine musulmane qui refusent de porter le voile, mais au nom de la laïcité républicaine en évitant de poser la question sociale.

Cette division marque, au moment où le mouvement ouvrier, dont le mouvement des femmes, reprend un nouveau souffle, en particulier dans les luttes, dans les milieux défavorisés, un moment charnière pour l'ensemble du mouvement féministe.

Essayer de dépasser cette crise nécessite un débat au sein du mouvement féministe, de toutes ses composantes pour formuler une politique qui pose clairement les bases de l'unité possible.

Le recul social et politique de ces dernières années a affecté les conditions de vie et de travail des femmes, leur oppression, comme celle de tous les exploités, mais a aussi déformé voire effacé le lien essentiel entre leur combat et le combat de l'ensemble des opprimés pour leur émancipation. Bien des féministes, dont des militant(e)s qui se revendiquaient du marxisme, ont pu séparer le combat féministe du combat de l'ensemble des opprimés contre le capitalisme en prenant argument de la caricature de l'analyse marxiste de l'oppression féminine véhiculée par les réformistes et les stalinien.

Pourtant, notre combat socialiste, communiste, ne peut être dissocié du combat féministe quotidien ; il nécessite de recréer, par la discussion, par la pratique militante parmi les femmes et les hommes, les liens rompus par le réformisme et le stalinisme entre les militant(e)s de la transformation révolutionnaire de la société et les militant(e)s féministes.

Cela nécessite, pour nous, de reprendre l'analyse marxiste de l'oppression et de l'émancipation des femmes et d'être, dans les luttes, les militant(e)s de l'ensemble des opprimés, dont les plus opprimées d'entre eux, les femmes, pour l'unité de l'ensemble du mouvement.

Cet article se propose de discuter de l'actualité de cette analyse marxiste au regard des difficultés que rencontre aujourd'hui le mouvement féministe. Nos lecteurs intéressés par cette question pourront poursuivre sa lecture en se référant à notre site.

Sophie Candela

La suite de cet article sur notre site : www.lcr-debatmilitant.org



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débatmilitant**. Merci.